

L'ART DE TRANSFORMER LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE L'URSS

En étudiant le discours des dirigeants soviétiques, on peut comprendre non seulement ce qui a changé mais aussi les motifs des changements.

PAR PAUL MARANTZ

JUSQU'ICI, LA RÉACTION DE L'OCCIDENT FACE à Mikhaïl Gorbatchev a tenu quelque peu de la schizophrénie. Il a de toute évidence séduit l'imagination populaire. L'engouement pour «Gorby» et la «gorbatchévomanie» ont balayé la majeure partie du monde occidental. Mais dans les corridors du pouvoir, la plupart des décideurs sont beaucoup plus prudents et sceptiques. Les sceptiques occidentaux aiment bien l'adage disant qu'un acte vaut mille belles paroles, et ils soutiennent que ni les actes ni les mots attribuables à la politique étrangère soviétique ne prouvent hors de tout doute que M. Gorbatchev a rompu avec le passé de son pays. D'autres sceptiques occidentaux déclarent que, même si le processus n'en est encore qu'à ses débuts et qu'il dépend de la survie de l'approche réformiste de M. Gorbatchev, il revêt malgré tout une énorme importance pour l'orientation à venir de la politique étrangère soviétique et des relations Est-Ouest.

Que l'on ne comprenne pas davantage à quel point M. Gorbatchev a déjà transformé la conduite de la politique étrangère de son pays atteste nettement de la rapidité avec laquelle les gens s'adaptent à de nouvelles circonstances et cessent de s'étonner devant l'extraordinaire. Imaginons un instant qu'en février 1986, quand M. Gorbatchev a pour la première fois préconisé l'adoption d'un «nouveau mode de pensée» en matière de politique internationale, qu'un observateur occidental sceptique ait voulu sonder le sérieux des intentions soviétiques. Supposons que cet observateur ait déclaré qu'il ne serait convaincu de l'authenticité des changements en Union soviétique qu'au moment où celle-ci aurait subi toute une série d'épreuves avec succès.

Les troupes soviétiques ont quitté l'Afghanistan; l'URSS a souscrit à l'option double-zéro proposée par les Américains pour l'élimination des forces nucléaires à portée intermédiaire en Europe; le Kremlin a accepté que des inspections internationales très indiscretes soient menées dans ses installations militaires; l'Union soviétique a commencé d'elle-même à réduire ses forces armées, démobilisant 10 p. 100 de toutes ses troupes et retirant 20 p. 100 de ses chars; Moscou a autorisé la légalisation de Solidarité et lui a permis de constituer un parti d'opposition librement élu au parlement polonais; l'URSS a exercé des pressions pour favoriser un règlement politique des conflits qui sévissaient au Cameroun et en Angola; le brouillage des stations de

radio occidentales qui diffusaient jusqu'en URSS a pris fin; Andreï Sakharov et des centaines d'autres prisonniers politiques ont été libérés; des articles rédigés par des experts et des décideurs occidentaux ont commencé à paraître assez régulièrement dans la presse soviétique; et les penseurs et journalistes soviétiques ont été autorisés à critiquer ouvertement les politiques étrangères de Staline, Khrouchtchev et Brejnev.

Si quelqu'un avait voulu soumettre les intentions soviétiques à un examen aussi poussé en 1986, les soviétologues occidentaux auraient presque tous objecté que les critères proposés pour évaluer la politique soviétique étaient beaucoup trop rigoureux et qu'il y avait peu de chances pour que Moscou y satisfît dans l'avenir prévisible. Les experts auraient fait valoir qu'au mieux, quelques-unes de ces mesures se concrétiseraient peut-être dans quelques années. Et pourtant, moins de quatre ans ont suffi pour que tous ces changements s'opèrent ou soient en cours d'exécution. M. Gorbatchev a agi beaucoup plus rapidement et sur beaucoup plus de plans que la quasi-totalité des analystes l'auraient cru possible il y a à peine quelques années. Les actes concrets promis ont effectivement été accomplis.

DEPUIS TOUJOURS, ON SAIT QUE LES ACTES IMPORTENT plus que les paroles lorsqu'il s'agit d'évaluer la nature de la politique étrangère soviétique, mais à certains égards, l'inverse est vrai. Après tout, certaines actions (par exemple, le retrait des troupes soviétiques de l'Afghanistan) peuvent résulter de raisons fort diverses. Un renversement de la politique antérieure peut, somme toute, n'être motivé que par une faiblesse temporaire et un désir de duper l'ennemi, ou, à l'inverse, il peut traduire une réévaluation fondamentale d'hypothèses antérieures et une authentique conviction que des formes nouvelles et plus coopératives d'interaction internationale sont désormais possibles et nécessaires. En étudiant le discours des chefs soviétiques, nous pouvons arriver à mieux saisir comment ils envisagent les questions de politique étrangère se posant à eux.

Si la pensée soviétique au sujet de la nature des rouages politiques internationaux a vraiment changé, alors les initiatives fondamentales des quatre dernières années ont beaucoup plus de chances d'avoir un effet durable. En revanche, si les dirigeants de l'URSS n'ont pas modifié leur

perception de la politique internationale, il est plus probable que l'évolution dont nous avons été témoin repose sur des considérations tactiques temporaires, de sorte qu'un retour en arrière pourrait se produire sur bien des plans dès que l'URSS aura surmonté ses difficultés actuelles. Voilà pourquoi il faut prendre en compte les actes et les paroles pour discerner non seulement ce qui a changé, mais aussi pourquoi les changements se sont produits.

QUATRE GRANDES TENDANCES SONT EN TRAIN DE modifier les points de vue de l'URSS sur la politique internationale. Tout d'abord, les décideurs soviétiques comprennent maintenant beaucoup mieux à quoi correspond ce qu'on a appelé le «phénomène d'action-réaction» dans les relations Est-Ouest. Depuis toujours, les Soviétiques pensaient que la politique étrangère de l'Occident était dictée par la société de classes caractérisant le régime capitaliste. À leurs yeux, les États capitalistes nourrissaient une hostilité implacable à l'égard de l'URSS non pas à cause des politiques étrangères adoptées par cette dernière, mais en raison de ce qu'elle était, c'est-à-dire un État socialiste dont l'existence même montrait aux travailleurs du monde qu'il y avait une solution de rechange à l'oppression capitaliste. Se détournant carrément de ce point de vue traditionnel, les porte-parole soviétiques reconnaissent maintenant qu'en grande partie, les actions soviétiques ont déterminé la politique occidentale et que, dans sa conduite, l'Ouest est motivé par une crainte réelle, et non simulée, de l'agression soviétique.

En corollaire, M. Gorbatchev et ses collègues ont reconnu que, si l'URSS veut ralentir la course aux armements et promouvoir des entreprises coopératives entre l'Est et l'Ouest, elle doit tout d'abord modifier les politiques que l'Occident estime menaçantes. Un article paru récemment dans la presse soviétique fait à cet égard une observation significative :

Nous nous sommes habitués à des leitmotifs tels que «Nous sommes l'avant-garde du monde», «L'avenir nous appartient», ou «Nous serons victorieux à l'échelle de la planète, et ce sera un fait historique». Mais avons-nous songé à nous mettre à la place de ceux qui, selon nous, forment l'arrière-garde, à qui l'avenir n'appartient pas et qui, toujours d'après nous, sont condamnés à être oubliés par l'histoire et à périr ? Que doivent-ils penser de nous ?... Ce n'est pas par hasard que les peuples de l'Ouest pensent maintenant que l'URSS est un pays qui cherche à conquérir le